

RC-7/14 : Projet de mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international

La Conférence des Parties,

Notant l'autonomie juridique de la Conférence des Parties et le fait que l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement et les conférences des Parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants ont le même pouvoir de décision dans le cadre de leurs mandats respectifs,

1. *Prend note* du projet de mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant l'exercice des fonctions du Secrétariat de la Convention de Rotterdam¹;
2. *Se félicite* de la création, par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, d'une équipe spéciale sur l'efficacité des arrangements administratifs et de la coopération programmatique entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les accords multilatéraux sur l'environnement dont le Programme assure le secrétariat;
3. *Prend note* du rapport d'activité établi par le Directeur exécutif sur les travaux menés par l'équipe spéciale pour donner suite à la résolution 1/12 de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement concernant les relations entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les accords multilatéraux sur l'environnement²;
4. *Constate* que bon nombre des questions abordées dans le projet de mémorandum d'accord sont actuellement examinées par l'équipe spéciale, et décide d'attendre que cette dernière ait achevé ses travaux avant de se prononcer définitivement sur le mémorandum d'accord;
5. *Prie* le Secrétaire exécutif de continuer à participer activement aux travaux de l'équipe spéciale et d'informer et de consulter les bureaux des conférences des Parties aux conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm au sujet des travaux de l'équipe spéciale pendant la période intersessions;
6. *Invite* le Directeur exécutif à tenir les bureaux des conférences des Parties aux conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm informés de la préparation des documents de travail sur les relations entre le Programme et les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm dont sera saisie l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à sa deuxième session;
7. *Confirme* l'application continue du mémorandum d'accord entre le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant les dispositions relatives à l'exercice conjoint des fonctions de Secrétariat de la Convention de Rotterdam, qui a été approuvé par la Conférence des Parties dans sa décision RC-2/5 et est entré en vigueur le 28 novembre 2005;

¹ UNEP/FAO/RC/COP.7/19, annexe.

² UNEP/CHW.12/INF/56-UNEP/FAO/RC/COP.7/INF/40-UNEP/POPS/COP.7/INF/60.

8. *Rappelle* sa décision RC-6/15, dans laquelle elle priait les Secrétaires exécutifs de présenter un projet de mémorandum d'accord à la Conférence des Parties à sa septième réunion;

9. *Prie* les Secrétaires exécutifs d'établir, en consultant le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et en tenant compte de l'issue des délibérations de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à sa deuxième session au sujet des relations entre le Programme et les accords multilatéraux sur l'environnement, pour examen et adoption éventuelle à sa huitième réunion, un projet de mémorandum d'accord tripartite entre la Conférence des Parties, le Directeur général et le Directeur exécutif concernant l'exercice des fonctions du Secrétariat de la Convention en tenant compte du mémorandum d'accord visé au paragraphe 7 de la présente décision.

10. *Prie également* les Secrétaires exécutifs, s'il s'avérait impossible d'établir un tel projet de mémorandum tripartite, de préparer :

a) En consultant le Directeur exécutif et en tenant compte de l'issue des délibérations de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement au sujet des relations entre le Programme et les accords multilatéraux sur l'environnement, pour examen et adoption éventuelle à sa huitième réunion, un projet révisé de mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le Directeur exécutif concernant l'exercice des fonctions du Secrétariat de la Convention, en tenant compte du mémorandum d'accord visé au paragraphe 7 de la présente décision;

b) En consultant le Directeur général, pour examen et adoption éventuelle à sa huitième réunion, un projet de mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam et le Directeur général concernant l'exercice des fonctions du Secrétariat de la Convention, qui tienne compte du mémorandum d'accord visé au paragraphe 7 de la présente décision et qui reflète autant que possible le projet visé de mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le Directeur exécutif visé à l'alinéa a) du paragraphe 10 de la présente décision.